

Vers la nouvelle politique agricole et agroalimentaire

Un document de travail :
Le secteur agricole et
agroalimentaire du Canada



Alberta



Manitoba

Ontario

Québec

Newfoundland
Labrador

NOVA SCOTIA
NOUVELLE-ÉCOSSE

New Brunswick
Nouveau Brunswick

Île-du-Prince-Édouard
CANADA

Yukon
Gouvernement

Territoires du
Nord-Ouest

Nunavut

Canada

Introduction

Ce document fait partie d'une série de documents de consultation visant à encourager des discussions entre tous les intervenants au sujet de la façon pour les gouvernements et d'autres individus de travailler ensemble afin de veiller à ce que le secteur agricole et agroalimentaire canadien soit compétitif, rentable et capable d'offrir des services et des produits salubres innovateurs et de grande qualité.

Plus précisément, ce document de discussion donne une vue globale du secteur agricole et agroalimentaire, énonce les défis actuels et futurs et propose une vision pour le secteur. Il représente un point de départ pour des discussions avec l'industrie et d'autres intervenants.

Parmi les autres documents de consultation, notons :

- Un document sur les principes dont le but est d'encourager les discussions sur les lignes directrices qui guideront l'élaboration de la nouvelle politique agricole et agroalimentaire.
- Cinq documents thématiques au sujet de l'innovation et de la science, de l'environnement, de la salubrité et de la qualité des aliments, du renouveau et du développement des marchés et du commerce. Chacun de ces documents offre une analyse plus approfondie du secteur en cause.
- Une série de fiches documentaires qui donnent des renseignements sur les tendances générales du secteur, ainsi que de l'information utile sur les démarches mises de l'avant à l'étranger.

Nous vous remercions d'avoir pris connaissance de ce document. Nous espérons qu'il encouragera les discussions, et les gouvernements FPT vous invitent à leur transmettre vos opinions et commentaires. Les coordonnées des personnes-ressources sont fournies à la fin du présent document.

Vers la nouvelle politique agricole et agroalimentaire – une initiative fédérale-provinciale-territoriale

Pour obtenir des exemplaires additionnels de cette publication ou pour demander un exemplaire sur support de substitution, veuillez communiquer avec :

Section des publications
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Édifice Sir John Carling
930, avenue Carling
Ottawa (Ontario) K1A 0C5

Téléphone : 613-759-6610
Télécopieur : 613-759-6783
Courriel : publications@agr.gc.ca

Version électronique disponible à l'adresse suivante : www.agr.gc.ca/verslanouvelle

Les renseignements contenus dans le présent document ne servent qu'à des fins d'examen, de discussion et de consultation et ne doivent pas être perçus comme étant la politique finale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou du gouvernement du Canada.

Ces renseignements peuvent être reproduits sans permission à des fins d'examen, de discussion et de consultation, à la condition d'en indiquer clairement la source et de ne pas présenter la reproduction comme étant la version finale et officielle des renseignements reproduits.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2006
N° AAC 10173F

Also available in English under the title: *Next Generation of Agriculture and Agri-Food Policy – A Discussion Paper: The Canadian Agriculture and Agri-Food Industry*



10% de matières recyclées après consommation

I. Situer le contexte : s'adapter aux nouvelles réalités

Le secteur agricole et agroalimentaire couvre un grand nombre de petites industries; on pense notamment aux divers groupes de producteurs primaires, aux fournisseurs de services alimentaires et aux fabricants de produits alimentaires. Dans son ensemble, la chaîne de valeur est source d'un emploi sur huit au Canada et de 8 p. 100 du PIB. Le secteur agricole et agroalimentaire canadien a grandement évolué au cours des dernières décennies. L'une des grandes tendances observées est que la production primaire est un élément dont l'importance est importante mais décroissante dans l'ensemble de la chaîne de valeur agroalimentaire.

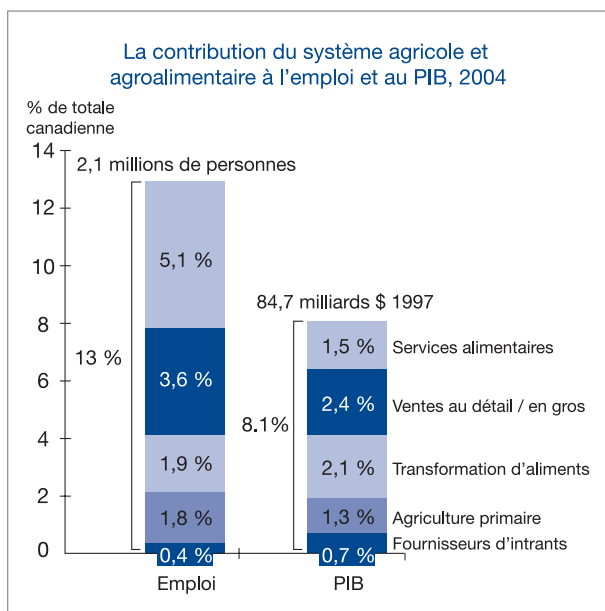
L'agriculture domine l'économie canadienne sur le plan de la croissance de la productivité. Au cours des 45 dernières années, la valeur réelle de la production a triplé, alors que le nombre de fermes a diminué de moitié. Grâce à l'adoption de nouvelles technologies, à la fabrication de produits de qualité supérieure et à l'application de nouvelles méthodes de production, la croissance de la productivité agricole au Canada a

même devancé celle du secteur manufacturier et du secteur des affaires au cours de cette période. En dépit de ces progrès, le reste de l'économie canadienne a enregistré une croissance plus rapide.

Le Canada possède d'abondantes terres arables pour la production agricole comparativement à sa population. Par conséquent, la production dépasse la consommation intérieure. L'accès aux marchés mondiaux est essentiel au fonctionnement du secteur, et les producteurs canadiens cherchent activement des débouchés pour leurs produits sur les marchés internationaux. Aujourd'hui, le secteur agricole primaire exporte 40 p. 100 de sa production, comparativement à 32 p. 100 entre 1986 et 1990. Par ailleurs, le pourcentage de produits transformés destinés à l'exportation est passé de 12 à 20 p. 100 au cours de la même période.

La composition des exportations a également évolué, la majeure partie de la croissance des exportations étant attribuable aux aliments transformés. Les denrées en vrac représentaient près de la moitié des exportations au début des années 90. Aujourd'hui, elles comptent pour moins du quart des produits exportés. Parallèlement, les producteurs visés par le système de gestion de l'offre ont enregistré des hausses régulières de leur productivité en ciblant presque exclusivement le marché intérieur.

L'agriculture mondiale a enregistré des hausses impressionnantes sur les plans de la productivité et de la production. Depuis les années 50, la production alimentaire mondiale a augmenté de 250 p. 100, soit plus rapidement que la population, qui s'est accrue de 135 p. cent. Les pays développés ont continué d'accroître leur production de nombreux produits de base désormais offerts sur les marchés internationaux par des concurrents de pays en développement,



qui bénéficient de coûts de production moindres. Par exemple, le coût unitaire de la production d'oléagineux est deux fois moins élevé en Argentine qu'au Canada.

Cette hausse de la production alimentaire mondiale étant largement attribuable à l'efficacité croissante des moyens de production, le prix réel des denrées affiche une baisse durable. Le fort recours aux subventions (qui ont un effet de distorsion) dans des endroits comme les États-Unis et l'Union européenne a aussi exercé une pression à la baisse sur les prix mondiaux.

Puisque le Canada est généralement tributaire des exportations dans le domaine agricole, ces tendances internationales ont eu un effet important sur les producteurs canadiens de denrées en vrac, notamment dans le cas des cultures. Les producteurs ont dû composer avec une diminution des prix de leurs produits, tandis que les prix des engrais et du carburant sont demeurés élevés, ce qui a, de part et d'autre, resserré l'étau autour du revenu agricole. Cette situation exerce une pression sur la structure commerciale actuelle de certaines branches traditionnelles de l'agriculture.

Par ailleurs, le Canada a connu des chocs importants qui ont affaibli davantage le secteur agricole. Au cours des cinq dernières années, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), l'influenza aviaire, les inondations et la sécheresse se sont répercutées sur la capacité de production et de vente des producteurs. Ces chocs ont eu des répercussions partout dans le secteur.

Bien que les données globales donnent à penser que le secteur est en déclin, un examen approfondi permet de faire ressortir de grandes divergences entre les différents sous-secteurs. Les producteurs de grains et d'oléagineux demeurent aux prises avec des prix bas. Par contre, certains producteurs affichent des résultats solides. Les éleveurs et les horticulteurs obtiennent des prix relativement soutenus pour la plupart de leurs produits. Par ailleurs, les producteurs soumis à la gestion de l'offre, qui évoluent sur un marché réglementé, continuent de jouir de revenus stables.

En raison d'événements graves survenus au cours des dernières années, les pouvoirs publics canadiens ont autorisé le versement d'un certain nombre de paiements spéciaux en complément des programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) déjà en place. Les producteurs primaires demandent de plus en plus aux gouvernements de les dédommager des pertes subies sur le marché. Ces paiements aident les producteurs à court terme.

La collectivité agricole

Les familles d'agriculteurs participent aussi aux activités agricoles de nombreuses façons et pour différentes raisons. Les plus grandes exploitations agricoles familiales peuvent être placées dans la catégorie des exploitations commerciales, mais ce n'est pas le cas de la majorité des exploitations (dont les fermes de retraités et d'agrément). Partout au Canada, des exploitations de toutes tailles affichent des bénéfices – sur le plan de la rentabilité, les disparités entre les fermes peuvent être attribuables à un certain nombre de facteurs, notamment la gestion des coûts.

Pour certains producteurs, les revenus d'appoint jouent un rôle crucial dans la situation financière familiale. En moyenne, les familles agricoles et les familles non agricoles affichent un revenu familial similaire, mais nombre d'exploitations affichent toujours un maigre revenu familial. En 2004, environ 35 p. 100 des fermes étaient exploitées par des familles dont le revenu était inférieur à 35 000 \$.

Au cours des 50 dernières années, la main-d'œuvre agricole a considérablement diminué. L'agriculture, bien qu'importante, ne peut plus être considérée comme le principal moteur du Canada rural. Dans de grandes régions du pays, les mines, les forêts ou la pêche sont des industries primaires plus importantes. Dans toutes les régions du pays, l'agriculture occupe une importance économique moindre que le secteur des services.

Par conséquent, même si le Canada rural compte surtout des terres agricoles, ses habitants ne sont pas des agriculteurs. Les revenus et les emplois de l'économie rurale ne reposent que faiblement sur les activités agricoles et agroalimentaires (à peine 11 p. 100 de la population rurale du Canada vivait dans une famille agricole en 2001), et les enjeux ruraux sont de moins en moins des enjeux agricoles. La même tendance a également été observée aux États-Unis, ce qui a amené l'American Farm Bureau Federation à déclarer ce qui suit : « la dépendance de l'agriculture vis-à-vis des collectivités rurales est maintenant plus grande que celle des collectivités rurales vis-à-vis de l'agriculture ».

La relève soulève également des préoccupations. Le tiers des producteurs ayant plus de 55 ans et les générations suivantes étant de moins en moins enclines à prendre la relève, il est difficile de dire qui seront les agriculteurs de demain.

Au delà de la ferme

Les consommateurs du monde entier sont de plus exigeants à l'égard des produits qu'ils consomment et envers ceux qui leur fournissent ces produits. Les consommateurs veulent des produits de qualité supérieure offerts à bon prix, exigeant aussi des produits et des procédés de production qui contribueront à les garder en santé ou à améliorer leur état de santé. Le secteur agricole et agroalimentaire n'échappe pas aux attentes des consommateurs, qui portent aussi bien sur la salubrité et la valeur nutritive des aliments que sur la protection des terres agricoles écosensibles. Les producteurs et les entreprises de transformation ont continuellement relevé le défi. Pourtant, les attentes de la société ne cessent de croître.

La transformation des aliments joue un rôle croissant dans la chaîne de valeur du secteur agricole et agroalimentaire : il s'agit de la deuxième industrie manufacturière en importance au Canada, et les rendements des investissements y sont supérieurs à la moyenne observée dans l'ensemble du secteur de la fabrication.

Les ventes d'aliments transformés sont en hausse sur les marchés mondiaux. Cela dit, le Canada accuse un retard au chapitre des activités de recherche et développement des secteurs privé et public, en dépit d'études indiquant que le ratio avantages-coûts de la R-D se situe aux alentours de 20:1. Les investissements privés sont de 0,5 p. 100 dans l'industrie des aliments, des boissons et du tabac, ce qui est peu comparativement à la moyenne de plus de 3 p. 100 enregistrée dans l'ensemble du secteur manufacturier canadien. Dans le secteur public, les activités de recherche en agriculture exprimées en pourcentage du PIB agricole diminuent au Canada depuis 1990-1991, mais affichent une augmentation constante aux États-Unis (en 2001-2002, l'importance des activités américaines était de près du double de celle des activités canadiennes).

II. Perspectives d'avenir

a) Contexte agricole et agroalimentaire à l'échelle nationale et internationale

L'environnement agricole connaît une transformation en profondeur. Au Canada, les méthodes traditionnelles de production se heurtent à cette nouvelle réalité.

On observe une baisse durable du prix des denrées en vrac non différenciées. La diminution des prix réels des cultures comme le blé et le maïs devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. En dépit d'un faible niveau de subventions, les pays concurrents comme le Brésil et l'Ukraine continueront d'augmenter leur production, forts de coûts de production avantageux. Strictement du point de vue des prix, les progrès réels réalisés à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vue d'uniformiser les règles du jeu en réduisant le soutien qui fausse les échanges, en éliminant les subventions à l'exportation et en améliorant concrètement l'accès aux marchés ne seront pas suffisants pour accroître en profondeur la compétitivité du Canada.

Par ailleurs, les accords internationaux qui seront conclus dans l'avenir obligeront probablement les pays, y compris le Canada, à réduire davantage l'ampleur du soutien public et les types de soutien public pouvant être offerts dans le secteur agricole. La relation entre État et entreprises en sera modifiée, étant donné que l'ampleur du soutien public et les types de programmes auparavant permis ne seront pas nécessairement acceptables dans l'avenir.

Toutefois, l'avenir n'est pas sombre pour l'agriculture canadienne. La libéralisation des échanges devrait permettre au Canada d'accroître sa présence sur d'importants marchés émergents comme la Chine et l'Inde. Dans ces pays, les nouvelles classes moyennes, dont les

revenus disponibles augmentent, exigeront un plus large éventail de produits à valeur ajoutée pour répondre à leur nouvelle situation économique. De plus, l'urbanisation fera croître la demande de produits alimentaires exotiques et importés aux dépens des produits traditionnels locaux. Dans le secteur primaire, les producteurs seront toujours à la recherche de moyens de production novateurs dérivés des plus récentes découvertes scientifiques pour accroître leurs rendements et améliorer les caractéristiques particulières de leurs produits.

Où qu'ils vivent, les consommateurs auront des exigences de plus en plus pointues quant aux aliments qu'ils consomment. Les aliments transformés continueront de gagner en popularité auprès des Canadiens soucieux de gagner du temps. Inversement, la prolifération des aliments transformés et l'urbanisation donnent aux consommateurs l'impression de perdre contact avec la source des aliments qu'ils consomment. L'intérêt grandissant que présente l'achat de produits locaux pourrait inciter les consommateurs à acheter des produits cultivés dans le pays et faire augmenter le nombre de marchés publics.

Les campagnes de sensibilisation du public permettront aux consommateurs d'être de mieux en mieux renseignés au sujet de l'incidence de l'alimentation et de la production d'aliments sur la santé. L'épidémie croissante d'obésité mettra en évidence l'importance d'un régime bien équilibré dans un mode de vie sain. Les consommateurs demanderont des aliments ayant des caractéristiques santé particulières, comme c'est le cas des acides gras oméga-3 actuellement.

De façon similaire, les préférences des consommateurs entraîneront de plus en plus la création de créneaux de marché. Les méthodes de production, y compris les pratiques environnementales et les procédés de fabrication de

produits alimentaires, seront adaptées pour les besoins de ces marchés et stimuleront leur croissance.

Pour le secteur agricole, le consommateur de demain ne sera pas qu'un simple acheteur d'aliments. Les débouchés encore inexploités que présentent la production non alimentaire deviendront un moteur important des activités des exploitations agricoles. De multiples débouchés font actuellement l'objet de recherche et développement, notamment concernant l'utilisation des cultures agricoles pour fabriquer de nouveaux produits pharmaceutiques et le rôle des biofibres.

L'intensification des pressions exercées sur les sources d'énergie conventionnelles et la croissance de la demande de carburants renouvelables favoriseront la mise au point de procédés de bioénergie faisant appel aux produits agricoles (notamment de produits que l'on considère aujourd'hui comme des déchets), pourvu qu'ils soient rentables. Cela aura pour effet de resserrer les liens unissant l'agriculture à d'autres secteurs de l'économie, comme les industries chimique, énergétique et pharmaceutique pour n'en nommer que quelques-unes.

Les régions rurales sont en bonne position pour profiter des retombées directes et indirectes qu'entraînera la mise en place des installations requises pour mettre au point ces procédés et pour fabriquer ces nouveaux produits agricoles non alimentaires.

Les changements climatiques à l'échelle mondiale pourraient avoir des effets marqués sur l'agriculture canadienne, puisqu'un accroissement de la température permettrait d'élargir l'éventail des produits pouvant être cultivés et de prolonger la saison de croissance. Il pourrait devenir possible d'effectuer plus d'une récolte par année. Les changements climatiques pourraient avoir de graves répercussions sur la gestion des nouvelles maladies animales et végétales, et soulever des préoccupations quant à la répartition des rares ressources en eau entre la population et les entreprises. Le secteur agricole prendra part à

ce débat, à plus forte raison compte tenu de sa vocation exportatrice.

Les zones urbaines du Canada empiètent de plus en plus sur les terres agricoles environnantes; la région du Grand Toronto en est un exemple frappant. Ces terres agricoles figurent parmi les plus productrices et les plus fertiles du pays. La croissance des valeurs foncières est manifestement profitable pour les producteurs existants, mais elle accentue les difficultés pour les jeunes producteurs et les exploitations en croissance. Au fur et à mesure que se poursuit l'expansion des zones urbaines, on peut penser que la société accordera une valeur croissante au territoire rural en tant qu'endroit où se réfugier et relaxer, endroit à découvrir et endroit à protéger. L'agrotourisme suscite de plus en plus d'intérêt. Dans l'ensemble, les résidents urbains voudront préserver un nombre croissant de terres rurales (et agricoles) pour leur plaisir. Les gouvernements peuvent répondre aux demandes des citoyens en prenant certaines mesures, notamment en imposant des règles strictes sur l'utilisation des terres.

Les possibilités d'emploi hors ferme joueront un rôle essentiel dans la composition du revenu de nombreuses familles agricoles. Par ailleurs, les producteurs continueront de demander un approvisionnement local d'intrants, de capitaux et de main-d'œuvre pour exploiter leur ferme. Les infrastructures des collectivités rurales, qu'il s'agisse des autoroutes, des chemins de fer ou des infrastructures de gestion de l'eau, seront essentielles pour soutenir la production agricole et agroalimentaire et pour faire efficacement le pont entre la production, dans les zones rurales, et la demande, dans les zones urbaines et sur les marchés d'exportation. Ainsi, des collectivités rurales fortes seront nécessaires pour assurer une assise solide pour l'agriculture.

b) Place du Canada dans le nouveau contexte agricole

Il revient aux Canadiens de décider quelle place occupera le Canada dans le nouveau contexte agricole. Si le statut quo est maintenu, les pro-

ducteurs et l'ensemble de l'industrie devront continuer de mettre l'accent sur les produits et les secteurs d'activité traditionnels. Selon ce scénario, les pressions actuelles ne feraient que s'accroître. À titre de concurrent à coûts élevés, le Canada aurait de plus en plus de difficulté à soutenir la concurrence dans le segment de la production de denrées en vrac non différenciées, comme les céréales, étant donné que les prix sont fixés sur le marché mondial et que la concurrence provenant des producteurs à faibles coûts ne cessera de s'intensifier.

Par ailleurs, les faibles investissements en R-D réalisés au Canada pourraient creuser davantage l'écart qui sépare les entreprises canadiennes de transformation alimentaire de leurs concurrentes étrangères. On peut penser que les investissements en R-D sont actuellement freinés par des considérations liées à la réglementation actuelle. Dans l'avenir, ce faible niveau d'investissement pourrait nuire à la compétitivité du secteur, réduire la rentabilité de ses entreprises et ralentir l'adoption de technologies et de produits novateurs.

En refusant le statut quo, le Canada pourrait tirer parti des avantages que présente le nouveau contexte agricole. Les nouveaux marchés et les percées scientifiques permettent véritablement de penser que le secteur peut s'assurer un avenir prospère et rentable. L'agriculture faisant partie intégrante des solutions aux problèmes nationaux qui pointent à l'horizon (comme les maladies infectieuses, les préoccupations liées à l'approvisionnement énergétique, la promotion de la santé et les changements climatiques), elle est de plus en plus en mesure d'avoir des retombées positives en dehors du secteur.

Pour ce faire, le Canada doit cependant miser sur ses richesses naturelles et sur ses forces : un capital humain important et de solides systèmes de production, de distribution et de réglementation. Les programmes de sensibilisation du public devront apaiser les craintes des consommateurs concernant l'innocuité des produits,

particulièrement en lien avec les percées scientifiques qui seront faites dans le secteur. De plus, la mise en place d'un cadre de réglementation efficace et l'établissement de relations solides entre des secteurs auparavant distincts seront nécessaires pour faciliter l'élaboration et l'adoption de nouveaux produits.

Les entreprises de production et de transformation, entre autres entreprises agricoles, peuvent ouvrir la voie en modifiant leurs activités actuelles de manière à saisir les débouchés offerts sur les marchés et en adoptant une approche proactive au développement des marchés. Cela n'impliquera pas un déplacement à grande échelle des activités aux dépens des denrées en vrac traditionnelles. De fait, un grand nombre d'entreprises continueront de produire de façon rentable des denrées saines et de qualité supérieure. Néanmoins, peu importe ce que feront les entreprises de production et de transformation, elles devront le faire d'une façon novatrice qui trouvera un écho auprès des consommateurs.

D'autres pays réalisent également que l'avenir de l'agriculture réside dans l'expansion des secteurs émergents. Dans le nouveau contexte agricole, les concurrents du Canada dans les domaines des produits de base et de la bioéconomie proviendront non seulement d'autres pays industrialisés, tels que les États-Unis et l'Australie, mais également de pays émergents qui jouissent d'un avantage concurrentiel en raison des faibles coûts de leurs denrées.

Dans le contexte mondial, le Canada sera concurrentiel en vendant des produits nouveaux et novateurs aux consommateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, tout en étant à l'affût de débouchés et en adaptant des méthodes glanées autour du monde. La réussite du Canada passe par les forces des intervenants actuels du secteur et de plus en plus par l'établissement de rapports avec de nouveaux intervenants en dehors du secteur agricole et agroalimentaire traditionnel.

III. Une vision de l'industrie

Pour amorcer l'élaboration des prochaines politiques agricoles et alimentaires, voici la vision proposée pour l'industrie canadienne :

« Une industrie qui saisit de façon novatrice les nouvelles demandes de produits alimentaires et non alimentaires sur les marchés, dans un contexte qui favorise la prospérité et les possibilités pour l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui profitera à tous les Canadiens. »

Pour que cette vision se matérialise, les conditions suivantes devront être remplies :

Innovation accrue

L'innovation est au cœur d'une industrie rentable. Sur le plan de la productivité, des percées importantes ont été faites non seulement dans le secteur agricole et agroalimentaire, mais partout dans le monde. Pour tenir tête à ses concurrents, l'industrie canadienne doit :

- collaborer pour optimiser l'utilisation des ressources scientifiques du Canada, de façon à être rentable à l'échelle de la chaîne de valeur de l'innovation;
- disposer des outils nécessaires pour mobiliser tout le potentiel en matière de recherche et développement;
- développer des produits et des techniques novateurs au Canada, et adopter et adapter les produits et techniques existant ailleurs dans le monde;
- mettre davantage l'accent sur les activités à valeur ajoutée à la ferme et dans l'ensemble du Canada;
- appliquer des techniques de marketing novatrices pour vendre les produits canadiens.

Réponse aux nouvelles demandes des consommateurs

Les consommateurs sont plus exigeants qu'auparavant à l'égard des aliments qu'ils consomment. Des faits nouveaux et imprévus modifient sans cesse les règles du jeu. Le changement fait partie inhérente de toute entreprise, et les exploitations performantes sont celles qui arrivent à s'adapter rapidement à un nouvel environnement, voire qui ont la capacité d'influer sur la direction que peuvent prendre ces changements. Pour répondre aux demandes changeantes des consommateurs, il faudra :

- pouvoir répondre aux exigences des consommateurs concernant des attributs de qualité particuliers;
- disposer de moyens de communication plus efficaces au sein de chaînes de valeur intégrées et solides, et entre ces chaînes;
- modeler les demandes des consommateurs au moyen d'activités novatrices de développement de marché et de sensibilisation;
- tirer pleinement parti de la libéralisation des échanges sur le marché mondial.

Production d'un large éventail de produits et de services alimentaires et non alimentaires

Le secteur ne doit pas se concentrer uniquement sur les aliments. Le développement de produits non alimentaires, l'établissement de liens avec d'autres secteurs de la bioéconomie, le repérage de solutions aux problèmes environnementaux et l'exploitation de l'aspect lié à la prestation de services des entités agricoles prendront une importance capitale. L'industrie a tout à gagner en :

- jouant un rôle de premier plan dans la mise au point de biocarburants et de bioproduits;

- misant aussi bien sur le volet non alimentaire que sur le volet alimentaire du secteur;
- élargissant le réseau de relations avec d'autres secteurs, comme les industries chimique et pharmaceutique;
- adhérant aux nouvelles avenues s'offrant aux ferme, comme l'agrotourisme.

Favoriser la prospérité et les possibilités

L'agriculture n'est pas un secteur isolé, à l'abri des pressions extérieures. Les gouvernements, l'industrie et d'autres intervenants contribuent tous à façonner cet environnement. Le succès du secteur agricole et agroalimentaire repose sur l'éducation, la réglementation, les infrastructures et d'autres facteurs cruciaux. Pour favoriser la prospérité et les possibilités, nous devons :

- doter le bassin de main-d'œuvre des plus récentes compétences, technologies et techniques de gestion;
- mettre sur pied les infrastructures nécessaires pour assurer une production et une livraison efficaces;
- élaborer un régime réglementaire souple et efficace, et sans cesse l'adapter;
- repérer les structures d'entreprises qui engendrent la rentabilité tout le long de la chaîne de valeur;
- reconnaître que les points forts et les besoins diffèrent d'une région à l'autre;
- soutenir les collectivités rurales fortes;
- susciter l'intérêt des jeunes pour le secteur.

Créer des avantages pour tous les Canadiens

Le secteur agricole et agroalimentaire est au premier plan d'un grand nombre de dossiers que les Canadiens estiment extrêmement importants. Les Canadiens se préoccupent de plus en plus de l'incidence de la santé des animaux et des végétaux sur la santé humaine et sur l'environnement. Comme ils figurent parmi les plus grands propriétaires fonciers du pays, les producteurs peuvent contribuer à renforcer la protection de l'environnement dans le cadre de leurs activités. En outre, les enjeux liés à la santé prennent de plus en plus d'importance et les aliments ont un rôle essentiel à jouer dans une stratégie globale en matière de santé. À ce titre, l'industrie peut être profitable pour tous les Canadiens en :

- adoptant des pratiques de production respectueuses de l'environnement;
- prenant des mesures pour réduire les répercussions des maladies des végétaux et des animaux;
- saisissant le lien intrinsèque entre l'agriculture et l'alimentation, en particulier dans le cadre d'un mode de vie sain;
- continuant d'assurer un approvisionnement alimentaire sûr pour les Canadiens.

IV. Au delà de la vision

Les considérations suivantes devraient être prises en compte lors des discussions concernant la vision que nous venons de présenter :

- Un cadre stratégique pour le secteur agricole et agroalimentaire doit tenir compte du rôle de tous les intervenants du secteur, y compris ceux assurant la transformation des produits agricoles et des produits non alimentaires, puisqu'ils seront les premiers à devoir élaborer des produits répondant aux besoins du nouvel environnement.
- L'énoncé de vision concerne l'industrie en général. À mesure que le processus d'élaboration avancera, les questions qui touchent les différents secteurs, des services alimentaires en passant par la production primaire et les fournisseurs d'intrants, seront mises en relief. Les outils requis pour chaque groupe seront également définis.
- La présence de collectivités rurales fortes est un moteur important de croissance et de bien-être dans le secteur agricole. Cela dit, les problèmes auxquels les collectivités rurales sont confrontées diffèrent de plus en plus. Des cadres stratégiques distincts permettraient de mieux cibler ces problèmes particuliers et d'optimiser les résultats pour les collectivités tant rurales qu'agricoles.
- La structure de l'industrie agricole et agroalimentaire et les débouchés et les problèmes qui s'y présentent diffèrent grandement d'une région canadienne à une autre. Un cadre stratégique global sera utile pour donner le ton à une démarche nationale cohérente, mais il doit faire une place aux différences régionales.

V. Conclusion

Les Canadiens jouissent d'une offre abondante d'aliments sains produits dans le pays. Nous exportons des produits alimentaires de grande qualité partout dans le monde. Le Canada a une réputation d'excellence inégalée en tant que fournisseur de produits agricoles et agroalimentaires.

Néanmoins, le secteur se transforme sous l'effet des progrès technologiques, de l'évolution des préférences des consommateurs et de la transformation de l'environnement commercial mondial, entre autres. Heureusement, le Canada est en bonne position pour tirer parti de ces tendances, mais il devra faire des choix et prendre les mesures qui s'imposent. Le temps est venu pour les intervenants de décider ensemble de la voie qui assurera la prospérité aux Canadiens.

EXPRIMEZ VOS OPINIONS DANS LE CADRE DE DISCUSSIONS

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont impatients de connaître le point de vue d'une vaste gamme d'individus et d'organisations, et de travailler conjointement avec eux pour élaborer un cadre stratégique solide appuyant un secteur agricole et agroalimentaire prospère. Nous vous encourageons à exprimer vos opinions dans le cadre de ces discussions qui commenceront en janvier 2007. Pour plus d'information sur ce processus :

- Veuillez consulter notre site Web <http://www.agr.gc.ca/verslanouvelle>
- Appelez le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS : 1 800 926-9105
- Communiquez avec un bureau d'Agriculture à l'échelon fédéral, provincial ou territorial

